

entré en vigueur, le prix de l'essence a augmenté de 9c. le gallon dans la capitale du Canada? Quand le ministre a été interrogé par un de nous à la Chambre après la première augmentation et qu'on lui a dit qu'il ne semblait pas y avoir de blocage des prix, le ministre a répondu: «Oh oui, il y a un blocage, mais à un autre niveau.» Il s'agit là d'un raisonnement plutôt étrange, monsieur l'Orateur.

J'aimerais faire quelques observations sur la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Très peu de Canadiens, sinon aucun, se refuseraient à reconnaître qu'il existe actuellement une crise générale dans le domaine de l'énergie. «On ne manque jamais d'eau jusqu'à ce que le puit s'assèche», c'est un proverbe qui s'applique également aux approvisionnements d'énergie. Nous avons peu à peu utilisé et profité de toutes les sortes d'énergie en présumant qu'il est inutile de se préoccuper du passé ou de l'avenir. Car au cours de la progression continue des découvertes techniques et industrielles, l'homme est destiné à atteindre un mode de vie toujours plus facile et plus satisfaisant. Je pense que cette façon de voir nous a fait considérer les premières sources d'énergie comme désuètes et inutiles, et nous a fait fermer les yeux sur le besoin de trouver de nouvelles sources et de nouvelles sortes d'énergie pour l'avenir. Nous sommes en train de réaliser que l'approvisionnement de combustibles n'est pas inépuisable. Si nous voulons continuer à disposer d'un approvisionnement d'énergie suffisant à l'avenir, nous devons utiliser sagement toutes les ressources connues à l'heure actuelle et faire des recherches sur les sources que l'on est en train de découvrir ou que nous ne connaissons pas encore.

Le problème mondial de l'énergie n'est pas dû à une pénurie des ressources énergétiques pour le moment mais plutôt à des jeux de pouvoirs politiques destinés à atteindre des objectifs nationaux. Bien que l'on ne puisse pas contester le droit de prendre de telles mesures, je pense que sur le plan moral et éthique, ce n'est ni humanitaire ni excusable. Le Shah d'Iran, dit-on, a déclaré au monde arabe: «Le pétrole est comme le pain. Vous ne pouvez pas le restreindre en temps de paix. Pourquoi voulez-vous donner l'impression que vous voulez réduire le monde à la famine?»

Comme on l'a dit à plusieurs reprises, les difficultés que connaît le Canada ne concernent pas la question de l'approvisionnement global. Mon collègue de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) a décrit la situation assez clairement hier soir en parlant des vastes approvisionnements d'énergie dont nous disposons au Canada. J'aimerais vous reporter à ses remarques qui sont consignées à la page 8584 du *hansard*. Il a parlé des 500 milliards de barils de pétrole, des 700 billions de pied de cubes de gaz, des 100 milliards de tonnes de charbon, du million de tonnes d'uranium, des possibilités hydro-électriques, du potentiel des marées de la baie de Fundy, de la rivière Churchill, du charbon de l'Alberta, de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique et des Maritimes, et il poursuit en disant: «... nous avons suffisamment de sources d'énergie non renouvelables pour subvenir à nos besoins pendant au moins 500 ans.

Je répète donc que le malaise actuel au Canada n'est pas une question d'approvisionnement global, mais plutôt de production et de transport de cet approvisionnement à toutes les régions du pays en quantités suffisantes pour satisfaire aux besoins des consommateurs.

Nous sommes donc saisis du bill C-236. J'aimerais ici dire mon accord avec la déclaration de mon collègue de York-Simcoe (M. Stevens). Jeudi dernier, avant le discours du premier ministre, le député a dit, comme en fait foi la page 8477 du *hansard*:

Approvisionnements d'énergie—Loi

... j'ose espérer que le premier ministre expliquera sur quoi il se fonde pour dire qu'il y aura une crise importante de l'énergie cet hiver et que cette crise justifie les pouvoirs étendus que le gouvernement réclame par le bill C-236.

Les espoirs de mon collègue ne se sont pas réalisés parce que le premier ministre a tout simplement évité la question. Il n'a pas expliqué la nature ou l'ampleur de toute crise pouvant exister. En fait, comme je l'ai indiqué plus tôt, il a carrément déclaré qu'aucun Canadien n'aurait à se priver cet hiver.

Je crois que le bill C-236 est une autre intrusion dans le commerce. Avant tout, le gouvernement actuel n'a donné aucune preuve déterminante qu'il pouvait bien administrer quoi que ce soit. L'entreprise privée a très bien réussi à développer le pays et, s'il y a un blâme à jeter et s'il y a eu des secteurs où ce développement n'a pas profité aux Canadiens en général, c'est parce que le gouvernement n'a pas su créer le bon climat et établir les grands principes directeurs législatifs susceptibles de favoriser le plus grand bien du pays. Je ne crois pas que nous puissions rejeter le blâme sur l'entreprise privée.

Il peut y exister de remarquables exceptions mais, règle générale, la performance des entreprises de l'État a été assez lamentable devant la somme des connaissances du secteur privé. Ce n'est pas la bureaucratie gouvernementale qui a fourni l'élan, l'initiative et la force qui nous ont fait progresser dans les divers domaines de la recherche scientifique et du progrès technologique; ce sont plutôt ceux dont l'initiative et la détermination nous ont indiqué la voie et ouvert des horizons nouveaux.

Non seulement j'estime que le bill C-236 est une intrusion injustifiée dans les affaires, c'est également une intrusion dans le domaine provincial. A mon avis, le gouvernement actuel est un gouvernement de confrontation. Il ne fait pas de doute que l'administration tente de passer un message aux gens de l'Alberta. Comme les libéraux n'ont pas un seul député dans cette province, ils croient qu'ils peuvent dire tout ce qu'ils veulent et faire tout ce qu'ils veulent. Cela me paraît une sorte de chantage. Essentiellement, le gouvernement dit: «Vous n'avez réélu aucun de nos députés, alors cela va vous coûter cher.» Autrement, comment pouvons-nous expliquer la politique de confrontation où pataugent le premier ministre et le ministre de l'Énergie depuis deux ou trois mois?

Le gouvernement a péché par manque de consultation avec l'Alberta, par mépris d'ententes, tout au moins d'ententes verbales. Durant la fin de semaine nous l'avons vu s'engager sur la voie de la diffamation. Comment le gouvernement peut-il justifier la sorte de discours que son chef a tenu à Vancouver, vendredi soir. Personne ne me dira qu'il se préoccupait de l'unité nationale quand il calomniait le premier ministre Lougheed, comme il l'a fait. C'est une conduite absolument inacceptable pour quelqu'un qui occupe le poste de premier ministre du pays. Où est donc le grand champion du fédéralisme? Où est donc le grand champion de la démocratie active? Où est donc le grand champion de l'unité nationale?

Ensuite nous avons vu le sous-chef de ce gouvernement de coalition se livrer à la Chambre la semaine dernière et se permettre de surnommer le premier ministre de l'Alberta «Cheik Lougheed». Il oublie, comme je l'ai déjà signalé, que le premier ministre de la Colombie-Britannique a augmenté le prix du gaz naturel chez lui de 80 p. 100. Peut-être faudrait-il l'appeler le Cheik Barrett, comme le dit si bien le député de Calgary-Nord (M. Woolliams).